

ANNEES 70 : LES LECONS DE LA CRISE

Michel Husson

Un quart de siècle plus tard, quelles leçons, théoriques et pratiques, retenir de la crise des années 70 ? Cet examen rétrospectif embrasse une somme d'événements et d'analyses si considérable, que l'on se bornera à proposer ici quelques éléments de réflexion, à la recherche d'une « bonne » théorie de la crise.

Le problème avec la crise

Les marxistes sont a priori bien armés pour comprendre la nature des crises capitalistes. Leur grille de lecture pourrait être outrageusement résumée de la manière suivante. Le capitalisme est un système économique qui fonctionne d'autant mieux que sont réunies deux conditions fondamentales. La première est évidemment l'obtention d'un taux de profit suffisamment attractif. Mais produire avec un énorme profit potentiel ne sert à rien, si les marchandises ne trouvent pas preneurs. Il faut donc des débouchés qui permettent la réalisation de ce profit. Les grands paradigmes de l'économie politique non marxiste ont du mal à combiner ces deux éléments : les néo-classiques ne voient que l'offre (le profit) et les keynésiens se focalisent sur la demande. Les premiers sous-estiment la question des débouchés, les seconds tendent à oublier l'exigence de rentabilité.

Le paradigme marxiste permet de sortir de ce dilemme en insistant sur la difficulté à satisfaire conjointement ces deux conditions. On voit qu'elles sont en général contradictoires : le meilleur moyen de rétablir le profit, c'est de baisser les salaires ou d'améliorer la productivité ; mais dans les deux cas, on tend à durcir les conditions de réalisation. En sens inverse, le moyen le plus simple d'élargir les débouchés est d'augmenter les salaires mais on risque alors d'écorner la rentabilité et de freiner le dynamisme de l'accumulation. La nature même des rapports sociaux capitalistes rend difficile un réglage fin de cette contradiction, parce qu'ils reposent sur l'appropriation privée des capitaux et sur leur concurrence. La volonté de chaque capitaliste d'exploiter au plus près ses salariés tend à l'emporter sur une éventuelle coordination entre capitalistes, d'une part, et entre capital et travail, d'autre part. Des « arrangements » peuvent se mettre en place mais ils sont forcément provisoires en raison de toutes ces tendances qui poussent au conflit et au déséquilibre.

Cette approche est fructueuse mais comporte une évidente difficulté de méthode. Face au fonctionnement fluctuant du capitalisme et à ses crises, les marxistes ont constamment oscillé, et cela depuis le début du siècle, entre deux tentations. L'« harmonicisme » consiste à insister sur les formidables capacités d'adaptation du capitalisme, sur sa plasticité, qui lui permet de surmonter ses crises, de rebondir, en retournant à son avantage les contraintes que les travailleurs réussissent à lui imposer. C'est un marxisme plutôt « de droite », plutôt « réformiste » qui se contente au bout du compte de vouloir civiliser le capitalisme. La posture inverse est le « catastrophisme » qui consiste à pronostiquer constamment la crise qui vient, sous prétexte que le capitalisme ne peut pas fonctionner durablement. C'est souvent cette version qui est associée, à tort, au marxisme révolutionnaire. Notre propos n'est pas ici d'entrer directement dans ce débat mais de souligner la première exigence de toute théorie de la crise : il faut qu'elle soit englobante, autrement dit qu'elle soit capable de rendre compte à la fois des phases de prospérité du capitalisme et des périodes de récession.

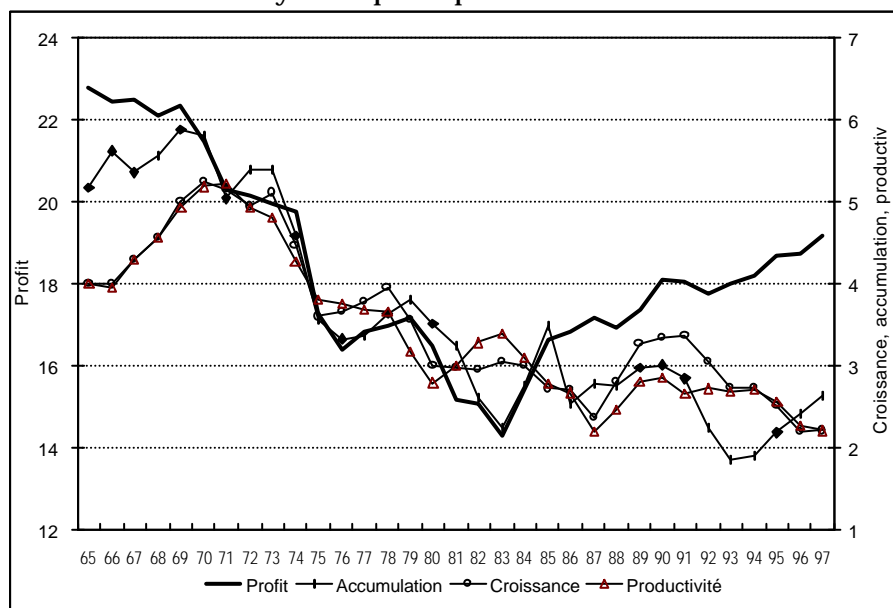
Une seconde exigence de toute approche marxiste de la crise consiste à combiner correctement les principes fondamentaux de la théorie marxiste et l'analyse de la période historique concrète. Là encore, on peut dire qu'on oscille entre deux écueils. Le premier, que l'on peut qualifier de « dogmatisme » consiste à dire qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, et que la crise est l'illustration classique des contradictions du capitalisme. A vrai dire, une certaine dose de dogmatisme est toujours utile, au moins comme hypothèse de départ, qu'il faut ensuite confronter avec les innombrables discours soulignant le caractère inédit, moderne, etc. de la réalité observable. La lecture proposée ici est d'ailleurs en un sens « dogmatique » puisqu'elle consiste à dire que la crise des années 70 obéit au jeu des contradictions fondamentales du capitalisme, de ses invariants. Mais ce résultat ne doit pas être un postulat et doit en tout cas se nourrir de la prise en compte des spécificités historiques. Le souci d'échapper au dogmatisme peut cependant conduire à un excès inverse que l'on appellera « empirisme », faute de mieux. Examiner les faits empiriques n'est évidemment pas critiquable, c'est même une étape obligatoire. En revanche, les théorisations hâtives, ad hoc, impressionnistes sont autant de tentations qui risquent d'écarter d'une compréhension profonde des phénomènes observés. De nombreux facteurs jouent en ce sens, du désir d'innover des théoriciens au souci d'éviter que l'on aille à la racine des choses. On pourrait de ce point de vue faire une histoire des fausses théories de la crise, allant du choc pétrolier à l'inadéquation des compétences de la main-d'œuvre, en passant par les effets pervers de l'inflation. Comme on le verra plus loin, cette alternative dogmatisme/empirisme prend souvent la forme, dans le champ du marxisme, d'une autre tentation, celle de l'interprétation unidimensionnelle, l'éclectisme constituant l'écueil inverse. C'est donc muni de ces quelques repères (ni harmonicisme, ni catastrophisme ; ni dogmatisme, ni empirisme ; ni monisme ni éclectisme) que l'on va chercher à restituer les principaux résultats des études marxistes.

Crise et régulation

Les régulationnistes ont eu parfaitement raison de dire que l'on ne pouvait comprendre la crise sans comprendre la période de prospérité qui l'a précédée. De ce point de vue, on peut considérer que l'analyse régulationniste est largement dominante, autour de l'idée de « fordisme » même si le choix de ce terme est sur le fond malheureux. Les éléments clés de cette analyse peuvent être résumés à grands traits de la manière suivante. En premier lieu, les salariés se sont mis à consommer ce que produisait le capitalisme, et notamment des biens industriels (automobile, équipement ménager, etc.) dont la production à une échelle de masse s'accompagne d'importants gains de productivité. On a donc un cercle vertueux dont le maillon essentiel est la norme fordiste selon laquelle le pouvoir d'achat du salaire doit augmenter au même rythme que la productivité du travail, de telle sorte que la part salariale – une bonne approximation du taux d'exploitation marxiste – reste constante. Cette règle a été imposée dans des conditions historiques précises, et dans un rapport de forces particulier, où la présence de pays « socialistes » et le risque de contestation révolutionnaire ont toute leur importance. Sur le plan économique, le socle est l'existence de gains de productivité élevés qui résultent à la fois d'une croissance de l'accumulation et de l'échelle de production et qui, à leur tour, compensent aussi bien l'effort d'investissement que la progression du salaire réel. La composition organique du capital et le taux d'exploitation sont à peu près stables, et la rentabilité est ainsi garantie. Les débouchés, principalement la demande salariale, augmentent au même rythme que la production et donc la condition de réalisation est également satisfaite. L'inflation met de l'huile dans les rouages, et l'intervention de l'Etat permet de lisser les fluctuations en rigidifiant l'évolution de la demande. Il s'agit ici de faits stylisés mais cette présentation suffit à poser la question du dérèglement de ce bel assemblage.

On pourrait proclamer, de manière un peu provocatrice, que la crise est marxiste. Ce serait déjà un moyen de répondre à la thèse de la crise du marxisme, selon laquelle ce paradigme vieillot serait incapable de prendre en compte les phénomènes du capitalisme moderne, celui du XX^{ème} siècle. On peut donc se permettre ici un petit écart dogmatique en observant que la crise prend la forme absolument classique d'une chute brutale du taux de profit au milieu des années soixante-dix (voir graphique 1). Mais, à moins d'une référence véritablement dogmatique à la baisse tendancielle du taux de profit, il faut expliquer pourquoi le taux de profit baisse et pourquoi il le fait à ce moment. La solution de facilité ou la recherche de la concision conduisent à des explications monocausales qu'il faut réfuter par principe, et parce qu'elles ne satisfont pas aux critères d'une « bonne » théorie. Une telle théorie, encore une fois, doit non seulement permettre de comprendre la phase d'expansion d'après-guerre, mais aussi le retournement qui y met fin. Elle doit rendre compte de surcroît de la non-sortie de la phase récessive qui lui a succédé. Une exigence logique minimale consiste à attendre que ces différents volets soient articulés de manière cohérente, de manière à ne pas sauter d'un schéma théorique à l'autre en même temps que l'on change de phase. D'où l'impossible unidimensionnalité de l'explication : la plupart des schémas rendent séparément compte d'un volet du problème posé, mais pas de l'autre. Beaucoup d'explications a priori plausibles du retournement ne suffisent pas à rendre compte de la non-sortie de crise.

Graphique 1
Les courbes de la dynamique capitaliste*



Source : OCDE

* Etats-Unis, Japon, Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni

La question-clé de la productivité du travail

Avec le recul, on voit bien que ce qui distingue le plus les deux périodes, avant et après la crise, c'est le rythme de croissance de la productivité (graphique 1). En Europe, il passe d'environ 5 % par an à 2 % par an. Dans le premier cas, la productivité double en 14 ans,

mais il faut 35 ans dans le second cas. C'est dire à quel point le dynamisme de l'économie et les possibilités d' « arrangements » sociaux peuvent être différents. La productivité est aussi un des facteurs essentiels dans l'évolution du taux de profit. L'interprétation de la crise, non pas comme accident de parcours mais comme changement de phase, nécessite donc de rendre compte de ce ralentissement.

Il y a cependant plusieurs manières de contourner cette question, dont aucune n'est satisfaisante. La première consiste à opposer une périodisation qui gomme la rupture de la productivité ¹. Il s'agit ici de batailler rétrospectivement contre les théories intégrant les performances du capitalisme d'après-guerre d'un point de vue régulationniste ou marxiste ² et de s'en tenir à une périodisation selon laquelle l'incapacité du capitalisme à développer les forces productives date de la Seconde Guerre Mondiale. Elle ne correspond pas à l'observation des faits.

Isaac Johsua remarque quant à lui que ces 2 % de productivité ne sont qu'un retour au rythme séculaire de croissance de la productivité du travail. Là encore, le recul du temps permet une mise en perspective : les années d'expansion constituent une sorte d'âge d'or, en tout une cas une parenthèse exceptionnelle dans l'histoire du capitalisme (Johsua 2001). Le ralentissement de la productivité est un retour à la normale après une période de rattrapage des pays européens à l'égard des Etats-Unis. Cette théorie n'en est à vrai dire pas une car elle consiste à raisonner sur un taux de croissance « naturel » et ne dit rien sur les conditions du rattrapage. Elle oublie que le ralentissement de la productivité a également été marqué dans le cas de la puissance économique que les autres rattrapent, et que celle-ci à son tour redémarre sans avoir personne à rattraper.

Robert Brenner ne nie pas le phénomène du ralentissement de la productivité mais en fait un simple sous-produit du ralentissement de l'accumulation ³. Il a évidemment raison en ce sens que la moindre croissance de la productivité est associée à une moindre accumulation. Mais il raisonne comme si la « fonction de production » était immuable, autrement dit comme s'il suffisait d'investir plus pour dégager de la productivité. Or, cela n'est en rien garanti et la mesure dans laquelle un supplément de capital par tête augmente la productivité du travail est justement une variable-clé de l'analyse du taux de profit. L'une des thèses essentielles de Brenner est au contraire que l'évolution de la productivité ne saurait être un facteur autonome d'évolution du taux de profit, puisqu'elle résulte de l'accumulation du capital, elle-même dictée par le taux de profit. Le ralentissement de la productivité serait donc l'effet et non la cause de la baisse du taux de profit. Ce raisonnement oublie que la liaison accumulation-productivité peut changer de forme et que là se trouve toute la difficulté. L'argument chronologique selon lequel les mouvements de la productivité peuvent suivre et non précéder les mouvements du taux de profit ne peut suffire à établir ou invalider une causalité forcément structurelle ⁴.

Si le « rendement » de l'accumulation est décroissant du point de vue de la productivité du travail, alors cela se manifeste par une baisse de l'efficacité du capital, autrement dit du produit par unité de capital fixe. Or, cette baisse est effectivement intervenue dans les années soixante-dix et a contribué au recul du taux de profit (voir graphiques 2 et 3). Mais cela revient à dire que le lien accumulation-productivité s'est dégradé et que le ralentissement de la productivité est en ce sens une composante autonome de la baisse du

¹ Voir notre débat avec François Chesnais dans *Critique communiste* : Husson 1997 et Chesnais 1998.

² En particulier l'analyse par Mandel du « capitalisme du troisième âge ». Pour une discussion approfondie, voir Husson 1999a.

³ Brenner 1998. Pour une critique plus détaillée, voir Husson 1999b.

⁴ Cet argument joue un rôle central chez Weber and Rigby 1996.

taux de profit. Brenner est tellement préoccupé par sa polémique avec la théorie du *profit squeeze* (Glyn & Sutcliffe 1972), qu'il nie l'autonomie de la fonction de production.

Il faut ensuite décrire la fonction de réaction des capitalistes à la hausse du salaire sous forme d'une accélération du capital par tête : ce processus n'est pas formellement différent de ce que les néo-classiques appellent substitution capital-travail, mais il est parfaitement intégrable à l'analyse marxiste. C'est par exemple ce que font Gérard Duménil et Dominique Lévy dans leur étude du capitalisme américain⁵. Cette interaction entre salaire et formes de l'accumulation est sous-estimée par Brenner qui ne conçoit l'influence du salaire que sur le seul partage de la valeur ajoutée. L'expérience française de la période 1968-73 peut servir à illustrer la manière dont il doit être posé. Aux lendemains des augmentations de salaires arrachées en 68, le patronat a investi à tour de bras, pour substituer du capital au travail, mais en pure perte, dans la mesure où la productivité du travail n'a absolument pas suivi. Ce qui est en cause n'est pas l'insuffisance de l'accumulation en soi mais ses rendements décroissants du point de vue de la productivité.

L'épuisement du paradigme fordiste

Ces approches ont en tout cas l'intérêt de définir les enjeux d'une interprétation suffisamment englobante. Sur ce point en tout cas, il faut être régulationniste et dire que le ralentissement de la productivité découle d'une perte d'efficacité du modèle de croissance fordiste. Ce que les analyses régulationnistes ont bien montré, c'est qu'une interprétation correcte doit combiner trois éléments : la technologie, la mobilisation des travailleurs et les normes de consommation.

La crise est le résultat d'un épuisement d'un paradigme technologique. Le taylorisme vient buter sur ses propres limites, une fois qu'il s'est étendu à toutes les branches de production où il est susceptible d'être instauré, et une fois qu'il a fait le plein du rendement dont il est porteur. On peut accélérer les cadences, mais pas de manière exponentielle et arrive forcément un moment où les gains marginaux se réduisent. Il faut alors changer de paradigme technologique, mais cela ne se trouve pas automatiquement, d'autant plus que ces limites ne sont jamais purement technologiques : elles mettent en œuvre, de manière indissociable, la résistance des travailleurs au durcissement des formes de mobilisation (Coutrot 1998). La généralisation du travail par équipes était ainsi une manière cohérente d'intensifier le taylorisme en faisant tourner à plein les machines mais elle a fini par se heurter aux résistances sociales.

Avec le recul du temps, il est possible de mieux préciser l'interaction entre les révolutions technologiques et les phases du développement capitaliste. Les travaux sur la théorie des ondes longues (Mandel 1995) comme ceux des régulationnistes nous invitent à bien distinguer l'innovation technique, son adéquation économique, et son inscription sociale. Au niveau de l'innovation pure, on peut considérer que le capitalisme s'accompagne d'un dynamisme certain qui conduit à un flux presque ininterrompu d'innovations. Mais la mise en forme d'un nouveau paradigme ne peut elle se faire de manière continue. Une innovation ne devient pas rentable dans n'importe quelle condition, et les lourds investissements qu'elle suppose au départ ne valent la peine qu'après épuisement du paradigme précédent. D'où cette idée de grappes d'innovations, autrement dit d'une histoire discontinue des mutations technologiques. Enfin, la nouvelle technologie doit

⁵ Duménil and Lévy 1996.

aussi trouver son inscription sociale, à la fois du côté de l'implication des salariés et de la création de nouveaux débouchés. Tels sont les outils qui permettent de contribuer à une interprétation cohérente de la dimension technologique de la crise dans ses deux volets : l'épuisement du fordisme et les difficultés de lui substituer un nouveau paradigme aussi performant.

Le socialisme, au-dessus de 40 % ?

Valéry Giscard d'Estaing disait qu'au-delà de 40 % de prélèvements obligatoires, c'était le socialisme. Il avait évidemment tort, car ce seuil a été franchi sans que cela nous fasse sortir du capitalisme. Mais son raisonnement renvoyait sans doute à une dimension fondamentale de la crise, qui est aussi une crise de ce que l'on a appelé l'Etat-providence.

Dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Joseph Schumpeter avait déjà esquissé cette perspective d'une socialisation rampante. C'était même devenu une idée dominante dans les années soixante où l'on parlait de convergence des systèmes sociaux (le capitalisme et le socialisme) vers une sorte de « socialisme » à la suédoise. L'extension considérable de l'Etat-providence (protection sociale et services publics) entraînait en effet une réduction progressive de la sphère de la marchandise et donnait consistance à cette thèse.

On a là une nouvelle grille de lecture qui mobilise le concept de norme de consommation avancé par les régulationnistes, et notamment par Michel Aglietta dans son livre de 1976. C'est un concept essentiel de l'analyse du fordisme, qui permet d'identifier l'adéquation en partie inédite entre ce que le capitalisme sait produire avec le plus d'efficacité et ce que veulent consommer les salariés. Il y a là un constat fondamental qui contribue grandement à rendre compte de manière endogène du caractère exceptionnel de cette phase de croissance, à la différence d'une explication exogène comme celle du rattrapage.

Mais cette adéquation n'a aucune raison d'être conservée dans le temps. C'est en un sens une brève rencontre entre deux grandes logiques d'orientation de l'activité économique : la maximisation du profit et celle de l'utilité sociale. Peu à peu, elles ont recommencé à diverger. Ce grand écart est à peu près mesurable à partir d'un examen de la composition de la masse salariale. L'un des facteurs de la crise – et de la baisse du taux de profit – c'est une progression de cette masse salariale plus rapide que celle de la production. Or, celle-ci ne résulte pas tant d'un « dérapage » des salaires directs que d'une progression plus rapide des cotisations sociales liées à une logique de progression relativement autonome.

Autrement dit, tout se passe comme si les vertus privées du fordisme ne pouvaient éternellement réussir à équilibrer les vices publics des dépenses sociales. Du point de vue de la défense du taux de profit, il aurait fallu qu'existât un mécanisme capable d'indexer le rythme de développement de l'Etat-providence sur celui de la productivité dans l'industrie. C'était à peu près le cas pour le salaire direct, pas pour le salaire socialisé. On comprend mieux la fétichisation du taux de prélèvements obligatoires qui correspond à la recherche d'un tel réglage. Mais on voit aussi que la crise est le résultat d'un mouvement en profondeur, d'une lente dérive de la structure de la demande sociale qui s'écarte peu à peu de la structure optimale du point de vue du capitalisme. Cette ligne d'interprétation était présente dans l'approche régulationniste, (notamment Lorenzi Pastré Toledano 1980) et se retrouve aussi chez les théoriciens éphémères d'un néo-fordisme (Aglietta 1976 ou Attali 1978) pour lesquels la sortie de crise passait par une industrialisation de besoins sociaux tels que la santé ou l'éducation.

Dans la littérature d'inspiration marxiste, apparaît souvent une volonté de se démarquer de la théorie dite du *profit squeeze* parce qu'elle rend l'augmentation des salaires responsables du rétrécissement du profit. L'interprétation économiquement (et politiquement) correcte consisterait à dédouaner les salariés pour montrer que la faute proviendrait des capitalistes incapables d'accumuler ou de maîtriser les effets d'une concurrence aveugle. Brenner a ainsi développé une thèse originale où la crise provient pour l'essentiel des mécanismes pervers de la concurrence entre capitaux qui, en cherchant à gagner des marchés par la baisse des prix, ne réussiraient qu'à faire baisser leurs propres profits. C'est une assez curieuse conception de la théorie de la valeur et une lecture bancal de la réalité observable. Les graphiques 2 et 3 montrent en tout cas que le taux d'exploitation a baissé jusqu'au début des années quatre-vingt. Que la contribution de ce mouvement à la baisse du taux de profit soit plus importante en Europe qu'aux Etats-Unis n'efface pas la réalité de cette évolution. Cela ne rend pas pour autant les salariés « responsables » de la crise. D'une part, le ralentissement de la productivité est antérieur à celle des salaires ; d'autre part, c'est plutôt le salaire socialisé qui continue sur sa lancée, et ne s'adapte pas à la moindre progression de la productivité. Mais c'est fondamentalement l'incapacité du capitalisme à prendre le tournant d'une réorientation de la demande sociale qui provoque ses dysfonctionnements, et l'irruption de la crise.

Les vicissitudes du taux de profit

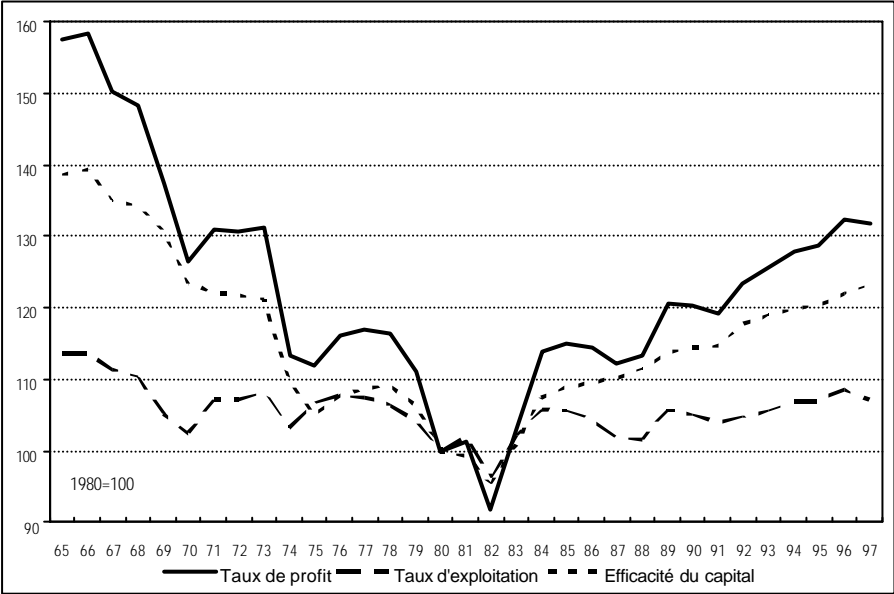
C'est fondamentalement la trajectoire du taux de profit qui permet de retracer la dynamique du capitalisme. Mais celui-ci doit être considéré comme une variable synthétique dont l'évolution dépend de l'interaction entre ses trois grandes composantes : le salaire réel, la productivité du travail et la composition du capital (capital par tête). Les principaux ressorts de cette interaction sont la fonction de production, l'étendue du marché et la norme salariale.

La fonction de production correspond à la boucle accumulation-productivité que l'on a déjà commentée. La notion d'étendue du marché est un clin d'œil à Adam Smith et renvoie aussi à la loi dite de Kaldor. L'idée est la suivante : il existe un lien entre la croissance du produit et celle de la productivité qui fait que les gains de productivité associés à un taux d'accumulation donné ne deviendront effectifs que s'ils sont portés par une croissance importante du marché. C'est l'enseignement d'une étude sectorielle fine portant sur trois pays européens, France, Allemagne et Royaume-Uni (Husson 1999c). Elle établit clairement un lien entre les performances de productivité et la croissance de l'échelle de production au niveau d'une comparaison entre branches de l'industrie manufacturière. Le modèle proposé insiste sur la nécessité de combiner des facteurs d'offre et de demande pour expliquer la productivité ; cette dernière ne dépend pas seulement du capital par tête mais aussi de l'échelle de production, donc des conditions de demande. On ne peut donc, pour cette raison, séparer la sphère de la production et celle de la demande sociale, même pour analyser les conditions de production les plus fondamentales. C'est en ce sens que le taux de profit est un indicateur synthétique, parce qu'il reflète aussi, notamment à travers les variations de la productivité du travail, les conditions de la demande.

Ces trois articulations – fonction de production, étendue du marché et norme salariale – contribuent à définir le taux de profit non pas seulement comme une mesure de la rentabilité du capital mais comme un indicateur synthétique de la cohérence de son fonctionnement. Cette démarche s'inspire de celle d'Ernest Mandel (1997), qui distingue quant à lui six « variables partiellement indépendantes », 1) la composition organique du capital en général et dans les deux sections ; 2) la répartition du capital constant entre

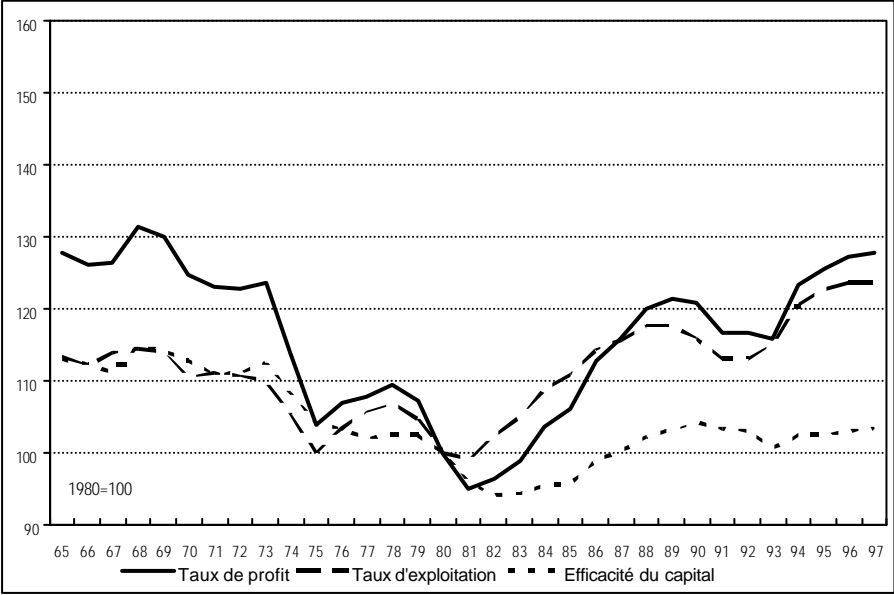
capital fixe et capital variable ; 3) l'évolution du taux de plus-value ; 4) l'évolution du taux d'accumulation ; 5) la durée du cycle de renouvellement du capital ; 6) les relations d'échange entre les deux sections. Pour Mandel, « l'histoire du capitalisme, à la fois histoire du développement de ses contradictions et de sa logique interne, ne peut être appréhendée et comprise qu'en fonction du jeu combiné de ces six variables. Les fluctuations du taux de profit sont le séismographe de cette histoire, parce qu'elles expriment le plus clairement le résultat de ce jeu combiné ». Ce point de vue implique aussi que le rétablissement du taux de profit peut revêtir une signification différente selon qu'il est obtenu par un blocage salarial, par un regain de productivité ou par un ralentissement de la substitution capital-travail.

Graphique 2. Le taux de profit aux Etats-Unis



Source : OCDE, Duménil & Lévy 1994

Graphique 3. Le taux de profit en Europe



Source : OCDE

C'est avec ses instruments qu'il faut ensuite engager un aller-retour entre le fonctionnement actuel du capitalisme et ce qu'il nous apprend rétrospectivement sur la crise. De ce point de vue, le phénomène majeur est le rétablissement du profit sans redémarrage proportionnel de l'accumulation (graphique 1). Cette caractéristique permet de tester certaines lectures de la crise, et en premier lieu ce que l'on pourrait appeler la « théorie quantitative du taux de profit » qui traite le taux de profit comme un simple indicateur de seuil : c'est seulement à partir du franchissement d'un niveau critique que l'accumulation pourrait redémarrer. A moins d'idéaliser une valeur magique du taux de profit que l'on n'aurait pas encore atteinte, on ne comprend pas pourquoi le rétablissement du taux de profit déjà obtenu ne tire pas un tant soit peu l'accumulation. Une telle représentation ignore elle aussi la nature synthétique du taux de profit, autrement dit le fait que la manière dont est rétablie la rentabilité compte peut-être autant que le niveau atteint.

Cette orthodoxie du taux de profit admet comme symétrique ce que l'on pourrait appeler le marxisme keynésien. Il repose sur l'idée que le blocage des débouchés est la cause essentielle de la faible croissance et du chômage de masse. Les politiques de relance keynésienne seraient rendues impraticables à cause d'un *policy mix* défavorable et de taux d'intérêt élevés. Cette construction théorique renverse elle aussi l'ordre des causalités et de la chronologie. La hausse des taux d'intérêt a coïncidé avec l'application résolue de politiques néo-libérales au début des années quatre-vingt et n'a pas représenté un facteur identifiable de l'entrée en crise. Mais ce bond en avant des taux d'intérêt n'est pas tombé du ciel. On doit l'interpréter comme une variable d'ajustement fondamentale, chargée d'opérer l'adéquation de la demande aux nouvelles modalités de l'offre. Face aux menaces d'une récession mondiale majeure fondée sur un blocage universel des salaires, la montée des taux d'intérêt a eu pour fonction principale d'assurer les transferts nécessaires à l'émergence d'une « troisième demande ».

Ce transfert est d'abord géographique et assure un flux de financement des *twin deficits* des Etats-Unis. Il opère au passage une énorme ponction sur les pays du Sud à travers la crise de la dette. Le transfert est ensuite « inter-social » : la montée des taux d'intérêt est un moyen de redistribuer une fraction croissante du revenu national vers les détenteurs d'actifs financiers. Le marxisme keynésien oublie cette genèse et inverse lui aussi les déterminations en suggérant que la sortie de crise présuppose une baisse des taux d'intérêt. D'ailleurs, les taux d'intérêt ont déjà notablement baissé et cette baisse n'a pas pour autant conduit à une reprise durable de l'accumulation. Il faut donc trouver une explication supplémentaire au maintien de taux de croissance modérés. Bref, ce type d'approches trop unidimensionnelles ne réussit pleinement à expliquer le passage d'une phase à l'autre au sein de l'onde longue et l'étirement dans le temps de son versant récessif.

Une nouvelle périodisation scandée par la finance ?

Dans les discussions sur la nature du capitalisme contemporain, cette nouveauté d'un profit sans accumulation est relativisée et rapportée à la financiarisation. Le taux de profit augmenterait effectivement, mais il serait grignoté par le capital financier, de telle sorte que le « vrai » taux de profit resterait insuffisant. Outre le fait que ce n'est que partiellement vrai – et que ça l'est de moins en moins à mesure que le temps passe – une telle présentation tend à inverser l'ordre des déterminations en confondant l'extraction de la plus-value et sa répartition, l'effet et la cause, et donc la question et la réponse. Le fait à expliquer – la question posée – porte sur la croissance de la plus-value non accumulée. La

réponse ne peut pas être que cette croissance s'explique par celle de la sphère financière, qui est une modalité de redistribution de la plus-value.

Cette problématique a conduit Aglietta à proposer une refonte théorique d'importance qui consiste à faire des relations entre la finance et l'industrie un rapport fondamental qui surdéterminerait le rapport salarial. Il en déduit un nouveau principe de périodisation reposant exclusivement sur le mode de financement de l'accumulation : « la finance oriente en très longue période le développement du capitalisme. Elle détermine les conditions de financement qui, alternativement, entraînent des phases longues où la croissance est encouragée, puis découragée » (Aglietta 1995).

L'histoire du capitalisme serait ainsi scandée par la succession de deux grands modes de financement. Les systèmes financiers « à structures administrées » qui ont pour avantage de « sauvegarder les projets d'investissement » de telle sorte que « l'accumulation du capital est préservée mais que l'inflation peut être variable ». Au contraire, la finance libéralisée admet des propriétés inverses : elle « favorise une inflation stable et basse, mais entrave l'accumulation ». Ces thèmes sont déjà présents chez Keynes et surtout chez Kalecki. Dans un article de 1943, ce dernier décrit un cycle de la politique économique où rentiers et patrons s'allient pour éliminer les aspects défavorables, de leur point de vue, du plein emploi. Mais ce renversement d'alliance a pour effet principal une modification drastique du partage de la valeur ajoutée qui est en somme la base sur laquelle se développe ensuite la financiarisation. Celle-ci est plus un effet qu'une cause, et surtout pas la cause ultime de la succession des phases du capitalisme.

Le retournement

D'où vient le retournement ? On pourrait aisément montrer que le lieu d'irruption de la crise désigne toujours un « faux coupable », une causalité superficielle. En 1973-1974, on a ainsi immédiatement parlé de « choc pétrolier », en mélangeant allègrement un événement déclencheur de l'entrée en récession et ses causes profondes. Les Bourses sont le lieu de prédilection d'émergence des crises, non parce que la dimension financière serait première, mais parce qu'il s'agit de la scène naturelle où se dénoue la nécessité d'une dévalorisation violente du capital. Trois figures théoriques permettent d'avancer sur ces terrains : l'accumulation des contradictions, le retournement des cercles vertueux, la distinction entre variables du temps long et variables du temps court.

La première figure utile à la lecture de la crise est celle des tensions accumulées. On peut prendre l'image d'un barrage qui cède : la catastrophe intervient dans un temps très court mais elle est le résultat d'un lent travail d'usure. Un second instrument conceptuel conduit à observer comment les dispositifs vertueux peuvent se transformer progressivement en leur contraire pour devenir en quelque sorte des accélérateurs de contradiction. L'inflation a ainsi présenté bien des avantages pour le financement du capital, mais elle se borne à étaler les contradictions dans le temps, jusqu'au moment où elle se transforme en son contraire, à savoir un obstacle à la gestion capitaliste de la crise. Enfin, une dernière distinction doit être introduite entre les variables de long terme et les variables de court terme. Le passage de l'onde longue expansive à l'onde longue récessive ne peut être compris que par une modification de la configuration capitaliste d'ensemble mais celle-ci ne s'inverse pas brusquement. Il faut donc comprendre cette double nature de la crise. En tant qu'événement-rupture, elle se traduit par une variation brusque de certaines grandeurs. Mais la crise qui dure ne peut s'expliquer autrement que par des variables structurelles qui évoluent à un rythme différent. La récession généralisée de 1974-75 clôt

la période d'expansion. En tant que récession brutale, elle ne peut être directement expliquée par des variations tendanciennes de productivité ou encore moins par des évolutions lentes de la structure de la demande sociale. Ce sont pourtant ces mouvements tectoniques lents, souterrains, qui mènent à la crise et surtout à la non-sortie de crise, même si celle-ci prend la forme concrète de l'éruption, du tremblement de terre ou du raz-de-marée. Le récit des crises et l'analyse historique des ondes longues supposent donc une maîtrise de la « discordance des temps » pour reprendre la belle expression, pas seulement métaphorique, de Daniel Bensaïd.

Il ne faut pas, enfin, trop objectiver les mécanismes du capitalisme. Ce qui entre en crise, ce sont des rapports sociaux. Et cette crise prend la forme d'événements historiques. C'est ainsi que le tournant néolibéral a été porté par un personnel politique adéquat, Thatcher, Reagan et Kohl. En France, c'est le tournant de 1983 qui a marqué l'alignement sur les options social-libérales. Cette histoire a été aussi scandée par des affrontements qui ont servis de tests, au tournant des années 80 : les mineurs au Royaume-Uni, les contrôleurs et pilotes aériens aux Etats-Unis, les sidérurgistes et ouvriers de l'automobile en France. Sur le plan strictement économique, on aurait tort de sous-estimer la nature profondément politique de décisions comme l'augmentation du taux d'intérêt au début des années 80 ⁶.

L'ampleur de cette crise

La crise des années 70 et la longue phase dépressive qui l'a suivi suggèrent que cette crise va plus loin qu'un simple déséquilibre, et met en cause le mode capitaliste de reconnaissance des besoins sociaux. Elle prend la forme d'un désajustement fondamental entre demande sociale et progrès technique. Le progrès technique s'exerce principalement dans des secteurs qui ne sont pas ceux qui sont prioritaires du point de vue de la demande sociale. Ce décalage est structurel – sans doute irréversible – et conduit à la contradiction suivante : toute augmentation de la masse salariale est certes réinjectée dans le circuit économique, mais pas au bon endroit. Autrement dit, elle ne va pas suffisamment nourrir les débouchés des secteurs à forts gains de productivité virtuels et se porte principalement, ou cherche à se porter, vers des secteurs à faible productivité. On tient là l'une des raisons de fond de la difficulté à renouer avec une forte croissance en dépit du rétablissement du taux de profit.

Cette lecture de la crise permet d'éclairer de manière rétroactive la trajectoire de l'économie capitaliste depuis un demi-siècle. Le mouvement de fond est celui qui modifie la demande sociale et la déporte des biens manufacturés auxquels sont associés d'importants gains de productivité vers une demande de services souvent collectifs et peu susceptibles d'être satisfaits sous forme de marchandises comparables à l'automobile. Dans la mesure où la satisfaction de ces besoins pèserait sur la rentabilité du capital, ils sont traités comme une contrainte et donc satisfaits sur la base la plus étroite possible. Et comme les besoins sociaux émanant d'une bonne partie de l'humanité pauvre entrent dans cette catégorie, on assiste à un gigantesque déni de production à l'échelle mondiale : mieux vaut ne pas produire que de produire en dessous de la norme de profit. Un tel processus se déroule évidemment dans le temps long des transformations structurelles et il ne peut évidemment être convoqué comme explication du déclenchement de la crise. Mais c'est lui qui sous-tend la grande transition vers un capitalisme qui accumule peu et creuse les inégalités. Il renvoie également à la dimension la plus radicale de la critique de Marx, qui ne se contente pas de souligner les difficultés à réguler le capitalisme, mais anticipe sur

⁶ Elle est bien mise en lumière dans le dernier livre de Duménil et Lévy (2000), notamment au chapitre 9.

un fonctionnement régressif irréversible. Ce repérage des obstacles à l'accumulation conduit à penser que la reprise récente ne préfigure pas une nouvelle phase d'expansion soutenue et durable.

Références

Aglietta M. (1976), *Régulations et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy. Réédition en 1997 chez Odile Jacob.

Aglietta M. (1995), *Macroéconomie financière*, La Découverte.

Appelbaum E. & Schettkat R. (1995), « Emploi et productivité dans les pays industriels », *Revue internationale du travail* vol.134 n°4-5, 1995.

Attali J. (1978), *La nouvelle économie française*, Flammarion.

Bensaïd D. (1995), *La discordance des temps*, Editions de la Passion, Paris, 1995.

Brenner R. (1998), *The economics of global turbulence*, numéro spécial *New Left Review* n°229.

Chesnais F. (1998), « Les dangereux mirages de la relative fonctionnalité de la finance », *Critique communiste* n°151.

Coutrot T. (1998), *L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste ?*, La Découverte.

Duménil G. & Lévy D. (1994), *The U.S. Economy since the Civil War : Sources and Construction of the Series*, Paris, Cepremap. Données provisoires actualisées : <<http://www.ceprenmap.cnrs.fr/~levy/uslt46.txt>>

Duménil G. & Lévy D. (1996), *La dynamique du capital*, PUF, Paris.

Duménil G. & Lévy D. (2000), *Crise et sortie de crise*, PUF, Paris.

Glyn A. & Sutcliffe B. (1972), *British Capitalism, Workers and the Profit Squeeze*, Penguin.

Husson M. (1996), *Misère du capital. Une critique du néolibéralisme*, Editions Syros, Paris.

Husson M. (1997), « Contre le fétichisme de la finance », *Critique communiste* n°149, 1997.
<http://hussonet.free.fr/finance.pdf>

Husson M. (1999a), « Après l'âge d'or. Sur le Troisième Age du capitalisme » in Achcar G. (dir.) *Le marxisme d'Ernest Mandel*, PUF, Paris <<http://hussonet.free.fr/age3.pdf>>

Husson M. (1999b), « Riding the Long Wave », *Historical Materialism* n°5, winter 1999.
Version française : <<http://hussonet.free.fr/surfing.pdf>>

Husson M. (1999c), *Les ajustement de l'emploi*, Editions Page deux, Lausanne.

Johsua I. (2001), « Dans l'ombre de 1929 », *Le Monde*, 9 avril.

Kalecki M. (1943), « Political Aspects of Full Employment », *Political Quarterly*. Reproduit dans *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy*, Cambridge University Press, 1971.

Lorenzi J-H., Pastré O. & Toledano J. (1980), *La crise du XXè siècle*, Economica, Paris.

Louçã F. (1997), *Turbulence in Economics*, Edward Elgar, Cheltenham.

Mandel E. (1985), *La crise*, Flammarion, Paris.

Mandel E. (1995), *Long waves of capitalist development. A marxist interpretation*, Verso, Londres.

Mandel E. (1997), *Le troisième âge du capitalisme*, Editions de la Passion, Paris.

Schumpeter J. (1990), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, Paris.

Weber M. & Rigby D. (1996), *The Golden Age Illusion*, The Guilford Press, New York.